

« Il faut une autorité reconnue, un rassembleur à la tête du pays »

BURUNDI Pierre-Claver Mbonimpa s'inquiète des dérives du pouvoir

► Le « Mandela burundais », défenseur des droits de l'homme, se livre au « Soir ».

► Menacé dans son pays, il est aujourd'hui réfugié en Belgique.

ENTRETIEN

Le Burundi n'occupe plus, pour l'instant, la « une » de l'actualité. La profonde crise politique que traverse le pays, avec le président Nkurunziza qui s'accroche au pouvoir, est pourtant loin d'être résolue. Et elle fait craindre, à tout moment, un dérapage fatal dans la violence. Rencontré dans les locaux du *Soir*, Pierre-Claver Mbonimpa dresse le constat. Et esquisse des solutions.

Fils d'agriculteur, géomètre, fonctionnaire, vous êtes devenu le doyen des défenseurs des droits de l'homme au Burundi. A quel moment vous êtes-vous engagé ?

En 1994, alors que l'assassinat du président Ndadaye, le premier Hutu élu démocratiquement au Burundi, avait plongé le pays dans la violence, j'ai été emprisonné à la prison de Mpimba, à Bujumbura. J'y ai découvert des conditions de détention insupportables, des morts en détention. Convoqué après 14 mois, j'ai été condamné à cinq ans de prison et on m'a conseillé de payer si je voulais alléger ma peine... Libéré après deux ans de prison, j'ai décidé de m'engager et c'est ainsi qu'est née l'Aprोध (Association pour la défense des prisonniers et la promotion des droits de l'homme) afin de défendre les droits des prisonniers... Ayant été torturé, j'ai découvert qu'au Burundi, des aveux obtenus sous la torture étaient recevables en justice !

Du temps de votre jeunesse, les problèmes entre Hutus et Tutsis n'existaient pas...

Ce n'est qu'en 1972 que j'ai commencé à entendre parler de l'ethnisme, des élèves du secondaire ont été raflés au prétexte qu'ils étaient Hutus. Auparavant on partageait tout, on étudiait en

ensemble et c'est alors qu'on m'a expliqué que j'appartenais à l'ethnie Hutu. Alors que l'on faisait la chasse aux Hutus, ce sont des Tutsis qui m'ont gardé, protégé... Plus tard, en 1993, l'argument ethnique est revenu lorsque les politiciens du Frodebu se sont focalisés sur l'ethnie hutu. Après l'assassinat du président Ndadaye en 1993 et la guerre qui a suivi, les négociations d'Arusha ont prévu de veiller aux équilibres ethniques. Dès 2005 cette question semblait réglée. Ce qui nous a étonnés, c'est qu'après dix ans passés ainsi, Pierre Nkurunziza, le président, soit revenu sur cette question. Il a remis en cause les accords d'Arusha qui avaient institué un compromis politique et ramené la paix.

Ce retour à l'ethnisme faisait-il l'unanimité au sein du pouvoir ? Pas du tout, beaucoup étaient contre cette dérive et les oppo-

sants ont été appelés les « frondeurs ». Ensuite, une pétition a été signée par 82 personnes, s'opposant au désir du président Nkurunziza de briguer un troisième mandat. A part trois Tutsis, tous les signataires étaient des Hutus... Même à l'Assemblée nationale, où les Hutus étaient les plus nombreux, il n'y a pas eu de majorité pour modifier la loi en faveur d'un nouveau mandat. La question ethnique était bel et bien dépassée.

Comment expliquer que, malgré une aussi large opposition, le président Nkurunziza soit toujours au pouvoir ?

En tant que défenseurs des droits de l'homme, nous n'avons pas voulu recourir à la violence, mener des attaques armées au détriment de la population civile...

Alors que ce troisième mandat est déjà largement entamé en dépit des sanctions internationales, quelle serait la mesure qui frapperait réellement le régime ? Plus de 8.000 militaires burundais engagés dans les forces de paix internationales (en Somalie entre autres) sont payés en devises et une partie de leur solde alimente les caisses du régime. A l'intérieur du pays, malgré les sanctions décidées à Bruxelles, l'Union européenne poursuit ses programmes d'aide à la population et soutient encore indirectement les autorités car les fonds de ces programmes passent par la banque centrale. Sur le plan international, la Chine et la Russie appuient toujours Bujumbura, pour des raisons d'intérêt et aussi par défi à l'égard des États-Unis, tandis que des pays sont intéressés à l'exploitation des ressources minérales. N'oublions pas non plus les pays voisins, la Tanzanie, le Kenya et en particulier la République démocratique du Congo. Tous les présidents africains souffrent de la même maladie, ils veulent s'éterniser au pouvoir. La Tanzanie aussi est du côté du pouvoir et l'Union africaine ne bouge même pas.

La Cour pénale internationale s'est saisie du cas du Burundi même si Bujumbura ne reconnaît plus sa juridiction. Est-ce que cela effraie le régime ?

Qui n'aurait pas peur de la CPI ? En Afrique, tout le monde a suivi le cas de Gbagbo, l'ex-président de Côte d'Ivoire. A Bujumbura, on s'informe pour savoir qui est sur la liste de la CPI. Les enquêtes font peur au pouvoir, cela seul peut le faire bouger.

Le Burundi va-t-il s'en sortir ?

Lorsque nous aurons à la tête de l'Etat une autorité reconnue par tout le monde, un rassembleur, cela pourrait aller vite. Y a-t-il une personnalité qui émerge ? C'est cela le combat que nous sommes en train de mener. Le président n'est plus soutenu que par les Imbonerakure (des jeunes appartenant au parti du pré-

sident) et les services de renseignements. Il ne dirige que grâce à la peur et la menace. ■

Propos recueillis par
COLETTE BRAECKMAN

Pierre-Claver Mbonimpa

On l'appelle le « Mandela burundais ». Pierre-Claver Mbonimpa est le plus connu des défenseurs des droits de l'homme du Burundi, où il a échappé à la mort de justice. Agé de 67 ans, figure de la société civile burundaise et un des leaders de la contestation contre le troisième mandat du président Pierre Nkurunziza, il est exilé en Belgique depuis l'été 2015. En août de cette année, Mbonimpa était grièvement blessé lors d'une tentative d'assassinat, attribuée à des partisans du pouvoir burundais. La Belgique avait alors proposé de l'accueillir pour pouvoir être soigné. En novembre, Welly Nzitonda, un de ses fils, était retrouvé assassiné à Bujumbura quelques heures après son arrestation par la police. Un de ses gendres avait aussi été assassiné début octobre dans la capitale burundaise.